



L'ALTERMONDIALISTE 81

« un autre monde est possible »

« Il est important d'être un homme ou une femme en colère; le jour ou nous quitte la colère, ou le désir, c'est cuit » Barbara



Vivre en yourte dans le Tarn, Peggy et Jérôme l'ont fait, ils nous racontent leur parcours semé d'embuches il est vrai, lire page 3 et 4.

De retour de Cuba Véronique Rouault* explique la situation des opposants politiques dans l'Ile, son voyage avait pour cadre une mission de l'Association Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme.

*désormais interdite de séjour à Cuba.

EDITO

A l'heure ou la guerre fait à nouveau rage sur le sol palestinien et ou la misère peuple encore une bonne partie de la planète, le combat idéologique est plus que jamais d'actualité.

Loin de considérer que celui-ci est déjà gagné, l'année 2008 a vu apparaître les premières grandes fissures de l'ancien monde. La puissance de l'argent n'est plus ce qu'elle était et son aura est bien ternie, crise économique oblige. Pourtant un autre danger menace les peuples de la planète : celui du repli identitaire ; les difficultés économiques qui s'annoncent pour les pays les plus riches, risquent d'accroître encore davantage l'écart qui les sépare des pays les plus pauvres. Alors une question se pose : l'entité nationale et la défense du territoire est-elle la bonne réponse à l'humanité de demain ?

La protection des frontières européennes, américaines, chinoises, israéliennes etc... tout le monde se protège de tout le monde et combat tout le monde, suivant en cela son modèle économique - à quand un autre modèle pour vivre ensemble ?

Nous sommes heureux d'inaugurer l'année avec l'exemple d'un rapport à l'habitat et la nature différent, Peggy et Jérôme nous font découvrir leur nouvelle vie en yourte.

Véronique Rouault rapporte de son voyage à Cuba une réalité moins gaie, celle des prisonniers politiques.

Suit un débat sur ce que sont les altermondialistes, des champs ? des villes ?

Geneviève Decrop poursuit notre enquête sur l'Etat et le pouvoir.

Toute l'équipe de L'Altermondialiste 81 vous souhaite la meilleure année 2009 possible.

Claude Le Guerrannic

Rectification : une erreur s'est glissée dans le numéro de décembre 2008, Sébastien Saugues, réalisateur de La marche des gueux « Janadesh 2007 », ne fait plus partie de l'association Solidarité depuis l'année 2004 (association anciennement basée à Gaillac), contrairement à ce qui avait été écrit.

SOMMAIRE

Page 3 et 4 : Vivre en Yourte - Interview

Page 4 et 8 : Choses entendues à Cuba par Véronique Rouault

Page 9 à 11 : L'altermondialiste des villes et des champs par Valéry Rasplus suivi d'une réponse de Claude Le Guerrannic

Page 11 : Séminaire à ST Jean du Gard : Les Alternatives Economiques

Page 11 à 15 : L'impuissance, produit de notre insignifiance ? Par Geneviève Decrop

Envoi internet gratuit sur simple demande

Version papier 1 euro

Les Dépôts-vente de L'Altermondialiste 81

Albi : Librairie Guillot
Villefranche d'Albigeois : Emmaüs Cordes : Le Panier Naturel (boutique bio)
Gaillac : Librairie Noir et Blanc et Bio
Maïel Fayssac : Café Joubert

Abonnement : 10 euros pour 11 numéros plus frais d'envoi=20 € **Envoi au numéro 2 €**

Basés depuis quelques années dans le Tarn, Peggy et Jérôme ont choisi de vivre en yourte avec leur petite fille de 3 ans. Leur aménagement est tout récent, il date de fin novembre 2008. Peggy est animatrice, elle travaille dans le cadre d'une association locale, Jérôme est agriculteur bio mention Nature et Progrès, il est vigneron et éleveur de poulets. Ils ont accepté de répondre à nos questions.

L'alter 81: qu'est-ce qui vous a décidé à choisir ce mode d'habitat ?

Peggy et Jérôme : Il devenait urgent pour nous d'habiter sur le lieu de mon activité agricole (Jérôme), nous avons également commencé un jardin sur nos terrains. Les trajets incessants entre notre habitation et le terrain devenaient pénibles. Nous regardions du côté des yourtes mais sans être vraiment décidés. Au cours de l'été 2007 nous avons rencontré Mathieu, fabricant de yourtes sur le Larzac. Cette belle rencontre a été déterminante pour nous conduire vers ce choix, le prix a joué aussi. Nous avons fabriqué nous-mêmes le plancher, mais ensuite le montage de la yourte a été très rapide (une journée et demi).

L'alter 81: Pourquoi choisir un fabricant français plutôt que d'opter pour une yourte mongole moins cher ?

P et J : C'était davantage dans notre démarche éthique de choisir un fabricant sur place, au plus près de l'endroit où nous habitons, ensuite, nous ne savons pas dans quelles conditions de travail sont réalisées les yourtes mongoles. Pour finir, il y a aussi des raisons plus techniques, les yourtes mongoles sont conçues pour un environnement où il ne pleut pas ou très peu, les toiles utilisées sont peu résistantes à l'humidité comme nous en avons en France, celles importées de Mongolie posent rapidement des problèmes d'étanchéité.

L'alter 81 : Quels avantages voyez-vous à ce mode de vie ?

P et J : Il n'a fallu qu'une journée et demie pour monter la yourte, une fois fabriquée, le montage a été très rapide. Ensuite, elle est facile à chauffer, nous utilisons une cuisinière à bois, cela suffit pour nos 50 m² de surface habitable, pourtant le point le plus haut de la yourte va jusqu'à 4 m. L'espace rond donne une belle ambiance, il est facile de donner une belle lumière à cet espace, notamment par le chapeau du sommet. A la yourte principale, nous avons accolé une plus petite pour notre fille, avec un passage entre les deux, ce qui nous donne une surface totale de 65 M². L'isolation s'est faite avec une laine de mouton feutrée.

L'alter 81 : Y a-t-il eu des réticences dans votre voisinage, et quelle est la position des administrations ?

P et J : Les problèmes ont commencé avec l'acquisition du terrain, alors qu'à l'époque, nous n'avions pas encore l'idée d'y installer une yourte. Nous avons un projet agricole en bio, les voisins et le conseil municipal de la commune se sont ligués contre nous. Une pétition a circulé pour faire échec à notre installation, prétextant le risque de nuisance, pollution de l'eau, sonore etc...alors qu'ils ne connaissaient pas vraiment notre projet.

J'ai participé à un conseil municipal dans lequel nous avons été accusés de tous les maux de la terre, m'empêchant de répondre à leurs questions, j'ai même cru qu'ils allaient me taper dessus. Je me croyais victime d'un tribunal moyenâgeux à l'époque de l'Inquisition.

Auprès de la Safer, ça a été aussi très dur, les terrains vont en priorité aux voisins et aux gros exploitants de la région, l'acquisition de la terre, c'est très difficile pour les jeunes qui veulent s'installer.

Finalement, ça a pu se faire mais non sans mal et après de nombreuses démarches

administratives. Nous avons été soutenus par la Confédération Paysanne.

Suite à cet épisode, j'ai construit un bâtiment agricole pour la vinification et c'est ensuite seulement qu'est arrivé notre projet de Yourte.

Après visite de la gendarmerie nous avons déposé un permis de construire, les choses en sont là pour l'instant. Nous sommes protégés par notre statut agricole et le fait d'avoir déjà construit un bâtiment agricole sur le lieu. La législation n'a pas évolué dans le bon sens pour ce type d'habitat.

L'alter 81 : pouvez-vous nous en dire davantage sur vos activités professionnelles ?

Peggy : avec mon association « Tout'azimut », nous avons un projet de BD-thèque, nous cherchons un lieu pour accueillir nos animations, pourquoi pas en yourte aussi, mais là encore nous nous heurtons à la législation, la difficulté d'obtenir un permis de construire etc...J'anime des ateliers théâtre pour enfants et ados, mais également des séjours « pleine-nature » pendant les vacances scolaires, avec des activités nature et artistiques (peinture, musique, théâtre, photo etc...).

Jérôme : Je dispose d'environ 7 ha au total dont une bonne partie en vigne . J'ai participé au dernier Salon des Vins bio à Gaillac en décembre dernier, je suis aussi présent à biocybèle et au marché de Cordes tous les samedi matin. J'ai également développé un élevage de poulets sous volière (à cause des buses, elles aiment bien les petits poulets bio !), nourris avec les grains de ma production..

Vous pouvez contacter Peggy et Jérôme au 06 11 92 33 12.

Choses entendues à Cuba...

On entend beaucoup de choses sur Cuba. Peu de pays suscite la polémique plus que celui-là. Pour les uns, vaillant petit Poucet qui résiste à l'ogre impérialiste américain, pour les autres, vestige de la guerre froide et dictature sclérosée, l'île des Caraïbes provoque encore aujourd'hui des prises de position enflammées.

On entend beaucoup de choses sur Cuba mais on entend peu de choses à Cuba. Les touristes qui s'y rendent sont certainement envoûtés par les beautés de l'île et ses plages bordées de cocotiers mais ils ont peu d'occasions de contact avec la population cubaine, si tant est d'ailleurs qu'ils en aient le désir. Quant à ceux qui vont chercher dans l'île de quoi conforter leurs convictions politiques, ils se retrouvent inmanquablement à faire la tournée des monuments à la gloire du Che et risquent fort de n'écouter que des discours nostalgiques sur les mythes de la Révolution cubaine.

Comment prêter l'oreille à ce que les Cubains eux-mêmes ont à dire sur leur pays ? Le peuple cubain, confronté aux difficultés quotidiennes que provoque une crise économique endémique, semble s'épuiser entre apathie collective et débrouillardise individuelle. Quant aux voix critiques qui appellent à des changements démocratiques, elles ont le plus grand mal à se faire entendre, dans le pays comme à l'extérieur.

Rencontrer la dissidence cubaine

J'ai eu personnellement la chance de rencontrer récemment à Cuba quelques uns des représentants de ce qu'il est convenu d'appeler « la dissidence de l'intérieur ». Sur l'île, des hommes et des femmes se battent, souvent depuis de longues années, pour réclamer une véritable ouverture démocratique, refusant la tentation de l'exil comme celle de l'alignement sur la politique américaine ou les diktats de l'opposition cubaine réactionnaire qui sévit à Miami.

En juillet dernier, je me suis rendue à Cuba dans le cadre d'une mission de terrain pour l'organisation non gouvernementale pour laquelle je travaille. Cette ONG - Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme - est une petite organisation de solidarité internationale, fondée il y a une vingtaine d'années et dont le siège est à Lyon. Son mandat est de soutenir financièrement, matériellement et techniquement des associations locales de défense et de promotion des droits humains basées dans les pays du Sud ou de l'Est. Agir Ensemble pour

les Droits de l'Homme a établi un partenariat à Cuba depuis 1996 avec une association, la Commission Cubaine des Droits de l'Homme et de la Réconciliation Nationale (CCDHRN), dont l'essentiel des activités consiste à rassembler et diffuser des informations sur la situation dans les prisons cubaines et à assister les détenus politiques. Cette mission avait donc pour principal objectif de rencontrer sur le terrain les membres de la CCDHRN. Au-delà, il s'agissait de recueillir des informations sur la situation des prisonniers d'opinion et d'évaluer, autant que faire se peut, la conjoncture à Cuba dans le domaine du respect des droits fondamentaux et plus particulièrement des droits civils et politiques. J'ai pu réaliser ainsi des entretiens avec plusieurs leaders de l'opposition et représentants du mouvement des droits de l'Homme, à La Havane et dans plusieurs régions de l'île[1].

Cette mission n'avait pas la prétention de dresser un tableau exhaustif de la situation à Cuba, dont la complexité et les contradictions doivent d'ailleurs inciter à la plus grande prudence dans l'analyse. Il s'agissait, beaucoup plus modestement, de tenter d'approcher la réalité cubaine, de façon forcément partielle et ponctuelle, et de se faire l'écho des témoignages de ceux qui, à Cuba, continuent de militer pour des changements démocratiques et le respect des libertés fondamentales, engagement qui se paie le plus souvent au prix fort.

Détenus d'opinion à Cuba

Les autorités cubaines ne diffusent aucune information officielle sur le système carcéral. Ni le nombre des détenus à Cuba ni même le nombre et l'emplacement des lieux de détention ne sont divulgués. L'association partenaire d'Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme à Cuba, la Commission Cubaine des Droits de l'Homme et de la Réconciliation Nationale (CCDHRN) estime que le nombre des détenus dépasse les 80 000, pour une population d'un peu plus de 11 millions d'habitants¹. Un dicton local affirme que toute famille cubaine qui n'a pas au moins un détenu parmi ses membres, en a eu ou en aura un...

Selon la dernière liste rendue publique par la CCDHRN (en août 2008), les détenus pour motif politique ou "sociopolitique" seraient au nombre de 219. Parmi ceux-ci, 67 détenus ont été reconnus comme « prisonniers de conscience » par Amnesty International. La CCDHRN estime que le nombre réel de détenus politiques est vraisemblablement supérieur, les 219 cas recensés étant seulement ceux pour lesquels l'association est parvenue à rassembler des informations vérifiées. Les détenus qualifiés par la CCDHRN de « prisonniers d'opinion » n'ont pas eu recours à la violence, l'association considère leur détention comme arbitraire. Elle distingue cependant les détenus « pour motif politique », opposants déclarés au régime en place, et les détenus pour « motif sociopolitique ». Ces derniers sont fréquemment inculpés de « tentative de sortie illégale du territoire cubain », de « dangerosité sociale » ou de « conduite pré-délictueuse ». Le Code Pénal cubain autorise en effet la condamnation d'une personne avant même qu'un délit n'ait été commis, si celle-ci est suspectée de pouvoir en commettre un... Les condamnations dans ce dernier cas peuvent être conséquentes : trois ou quatre ans de prison sont une peine fréquente pour châtier la « conduite pré-délictueuse ». Les incriminations objectivement politiques sont essentiellement la commission d'actes « contre l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Etat » qui tombent sous le coup de l'article 91 du Code pénal cubain ou la violation de la Loi n° 88 de « protection de l'indépendance nationale et de l'économie de Cuba ». Les peines appliquées sont alors encore plus lourdes : généralement entre 12 et 30 ans de prison. Des peines de 2, 3 voire 6 ans d'emprisonnement peuvent aussi être prononcées pour le simple délit de *desacato*, c'est-à-dire « d'atteinte à l'image du Président » qui consiste bien souvent dans le seul fait d'avoir écrit ou raconté une « bonne blague » à contenu politique...

En mars-avril 2003, une vague de répression s'était abattue sur la dissidence cubaine : 75 défenseurs des droits de l'Homme, journalistes ou opposants politiques ont été arrêtés et, au terme de procès expéditifs, condamnés au titre de l'article 91 du Code pénal ou de la Loi n° 88 à des peines allant de 6 à 28 ans de prison. Cette période est connue sous le nom de *la Primavera negra*, le « Printemps noir » de Cuba. Depuis lors, une vingtaine de ces condamnés a bénéficié d'une mise liberté conditionnelle mais la grande majorité demeure en prison. Les conditions d'incarcération de ces détenus sont parfaitement inhumaines.

Des conditions de détention indignes

Tous les témoignages que j'ai pu recueillir auprès des familles des détenus d'opinion font état de très

¹ On peut signaler, à titre de comparaison, qu'il y avait en France 62 800 détenus en septembre 2008 pour une population de 64 millions d'habitants.

mauvaises conditions matérielles de détention, à des degrés cependant variables selon les prisons concernées. Sont évoqués notamment : l'entassement des détenus et la promiscuité, l'insalubrité des locaux, le manque d'eau, la nourriture en quantité insuffisante ou de qualité exécrable, le manque d'hygiène et de soins médicaux, l'absence d'occupations, la brutalité des gardiens. Sur ce plan, les détenus d'opinion subissent le sort de l'ensemble des détenus à Cuba. Un élément peut rendre cependant leurs conditions de détention encore plus difficiles à supporter : les détenus politiques d'une même prison ne sont généralement pas regroupés mais incarcérés avec des détenus de droit commun. Il est fréquent que les autorités pénitentiaires enferment les « politiques » avec les « droit commun » les plus violents, dangereux ou frustrés et tolèrent de la part de ces derniers, voire encouragent, toutes les formes de persécution imaginables à l'encontre des prisonniers d'opinion.

Les mesures de rétorsion de l'administration pénitentiaire à l'encontre des prisonniers politiques sont fréquentes et souvent violentes. Plus le détenu est considéré comme « indocile », plus il fera l'objet de brimades voire de persécution. Le refus de porter l'uniforme des détenus de droit commun, le fait de protester contre des abus commis en détention, de communiquer des informations sur la situation dans la prison par courrier ou à l'occasion de visites ou d'appels téléphoniques de la famille, d'entamer une grève de la faim, etc. peuvent valoir au détenu toutes sortes de châtiments tels que la privation de courrier, de communications téléphoniques, de visites, de soins médicaux voire des coups et divers mauvais traitements. Les surveillants de prison éprouvent d'autant moins de scrupules à persécuter les détenus d'opinion que ceux-ci sont présentés par les autorités comme des « traîtres à la patrie », des « *guzanos* » (des « vers de terre » à la solde de l'ennemi américain).

Le sort des familles des détenus d'opinion

J'ai pu rencontrer plusieurs mères, épouses et sœurs de détenus d'opinion. Ces rencontres sont des moments forcément poignants. Gloria, mère d'Ernesto condamné à quatre ans de détention pour avoir voulu quitter Cuba illégalement, Isabel, sœur de Carlos condamné à 17 ans pour « atteinte à l'image du président Fidel Castro » et « désobéissance », Anabel sœur de José Daniel et Luis Enrique, tous deux condamnés en mars 2003



Les femmes se mobilisent devant l'église Santa Rita

lors des procès du « Printemps noir », le premier à 25 ans au titre de l'article 91, le second à 28 ans au titre de la Loi n°88, Mariluz, mère de Leonel, condamné à 20 ans de prison, Raiza et Mercedes, fille et épouse de Jesus Felipe, condamné à 25 ans de prison, et d'autres encore... Toutes ces femmes font preuve d'une dignité et d'une force impressionnantes face au drame et aux innombrables difficultés qu'elles affrontent.

Les conditions de visite sont particulièrement éprouvantes. Non seulement ces visites sont rares et brèves (en général une visite n'est autorisée que tous les deux ou trois mois) mais de nombreuses femmes affirment qu'elles se déroulent fréquemment dans des conditions humiliantes : fouilles poussées, attitude agressive ou méprisante du personnel pénitentiaire voire annulation de visite, sans préavis et sans justification.

Les familles subissent diverses formes de harcèlement. Cela peut prendre la forme d'un chantage sur les épouses, pour qu'elles fassent pression sur leur mari afin que celui-ci renonce à adopter une attitude de contestation en prison, ou d'un ostracisme à l'encontre des enfants des détenus, notamment au sein du système scolaire. La forme la plus courante de persécution consiste en l'organisation d'« *actos de repudio* » à l'encontre des familles des dissidents. Il s'agit de manifestations prétendument populaires et spontanées, mais en réalité orchestrées par les autorités, qui sont censées exprimer le mépris et le rejet de la population cubaine face aux dissidents. Celles-ci peuvent prendre des formes relativement violentes même si les agressions véritablement physiques sont rares. Elles sont essentiellement destinées à éprouver psychologiquement et

nerveusement les familles des dissidents.

Par ailleurs, toutes les femmes rencontrées indiquent affronter des difficultés économiques pour assurer la survie de leur famille depuis l'incarcération du père ou du mari. Une des formes les plus habituelles de l'acharnement des autorités cubaines contre les dissidents et leurs proches consiste à les priver d'emploi, l'Etat cubain ayant la maîtrise quasi-totale du marché du travail.

Les femmes se mobilisent

Les épouses des détenus d'opinion, notamment celles des condamnés du « Printemps noir » de 2003, ont fondé le mouvement des *Damas de Blanco*, les « Dames en Blanc », actuellement présidé par Laura Pollán². Les « Dames en Blanc » manifestent tous les dimanches, vêtues de blanc, sur la 5ème avenue à La Havane devant l'Eglise Santa Rita. Elles portent à la main un glaïeul qui symbolise à leurs yeux, la force de l'amour qui unit les membres d'une famille et l'espoir tenace. Cette manifestation hebdomadaire réunit une vingtaine de femmes qui défilent pendant quelques dizaines de minutes au cri de « *Libertad* » dans une avenue quasi déserte, sous l'œil de quelques membres des services de renseignements. La démonstration a quelque chose d'émouvant et de presque pathétique. Le lieu de manifestation est cependant symbolique et peut passer pour une provocation : Fidel Castro emprunte cette avenue pour se rendre à sa résidence. L'obstination avec laquelle les « Dames en Blanc » manifestent depuis maintenant des années rappelle la mobilisation des « Mères de la Place de Mai » en Argentine. Il est indéniable que ces manifestations permettent aux épouses des détenus politiques non seulement de démontrer aux autorités cubaines leur volonté de continuer à protester contre la détention arbitraire de leurs époux mais aussi de se soutenir et se reconforter mutuellement.

Défendre les droits des détenus, une activité risquée

La CCDHRN, le partenaire local d'Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme, déploie des prodiges d'ingéniosité et d'opiniâtreté pour rassembler des informations fiables et actualisées sur le système carcéral cubain et le traitement réservé aux détenus d'opinion. Elle s'efforce également d'apporter un soutien concret aux familles de prisonniers politiques. La constance avec laquelle la CCDHRN collecte des informations et la régularité avec laquelle elle publie ses rapports semestriels depuis des années font de cette petite association une référence.

L'association a été fondée en 1987. Elle n'a pas obtenu depuis lors de reconnaissance légale malgré ses demandes réitérées. Elle s'est vue attribuer plusieurs prix internationaux dans le domaine de la défense des droits humains dont le Prix des droits de l'Homme de la République française en 1996. Son dynamisme doit beaucoup à la personnalité de son président fondateur Elizardo Sanchez. Celui-ci a été professeur de « philosophie marxiste » à l'Université de La Havane avant d'être renvoyé pour ses activités relatives à la défense des droits de l'Homme et de devenir ouvrier dans le bâtiment. C'est un ancien détenu politique qui a été condamné à 6 ans de prison en 1978 pour « propagande ennemie » et à 2 ans et demi en 1989 pour avoir organisé une campagne de protestation contre la condamnation à mort du général Ochoa.

La CCDHRN travaille avec des moyens matériels et financiers dérisoires. Ses membres vivent sous la pression permanente des services de renseignements. Elizardo Sanchez fait régulièrement l'objet de campagnes de diffamation. La dernière en date, relayée début 2008 par le journal Granma, média du parti unique, est sans doute à mettre en relation avec l'initiative de la CCDHRN qui, fin 2007, a organisé à son siège à La Havane une « exposition » sur les prisons à Cuba. Y ont été notamment présentées des photos aériennes des différents lieux de détention - captées via Internet grâce au logiciel GoogleEarth - dont la localisation est gardée secrète par les autorités cubaines. La répression contre la CCDHRN peut prendre une tournure dramatique : Marcelo Cano Rodríguez, médecin et responsable de l'aide humanitaire et médicale aux prisonniers de conscience au sein de la CCDHRN, a fait partie des 75 inculpés du « Printemps noir » en 2003. Il a été condamné à 18 ans de prison.

Panorama de la dissidence

Au-delà du patient et difficile travail de terrain que mène la CCDHRN, quelles sont les voix « dissidentes » qui parviennent aujourd'hui à se faire entendre à Cuba ? J'ai pu rencontrer plusieurs de ces « figures » de l'opposition interne au régime castriste. Ces leaders de la dissidence sont d'obédiences politiques diverses mais leurs analyses sur la conjoncture sociale, économique et politique à Cuba se rejoignent largement. Leur constat est amer.

² Elle est l'épouse d'Hector Maseda Gutiérrez, journaliste indépendant, condamné le 19 mars 2003, lors des procès du « Printemps noir », à 20 ans de réclusion.

Pour Valdimiro Roca³, on ne saurait considérer qu'il y ait eu de véritables changements à Cuba depuis l'accession au pouvoir de Raúl Castro. Très dubitatif quant aux possibilités d'évolution à court terme, il considère que Cuba est un pays « arrêté dans le temps » et « abandonné ». Francisco Chaviano⁴ estime également qu'il n'y a pas eu de changements notables à Cuba depuis que Fidel Castro a officiellement lâché les rênes du pouvoir. Ont seulement été légalisées certaines choses qui auparavant étaient interdites : les Cubains peuvent désormais entrer dans les hôtels pour touristes, posséder légalement un téléphone portable... mais le piètre niveau de vie de la majorité des Cubains, la « libreta » (carnet de rationnement), la pratique généralisée du « système D », demeurent des réalités. Marta Roque⁵, souligne quant à elle la persistance des persécutions contre tout mouvement d'opposition. Oscar Cheppe⁶, avoue avoir formé des espoirs de changement à l'arrivée au pouvoir de Raúl Castro. Mais il note un coup de frein net aux réformes qu'il situe à fin mai 2008 et qu'il impute à la volonté personnelle de Fidel Castro qui continuerait en sous-main à exercer le pouvoir. Oswaldo Paya⁷ est sans doute le plus virulent dans sa critique du régime : pour lui, le gouvernement développe actuellement un « scénario virtuel de changement » qui n'est rien d'autre que de la propagande. Paya est l'un des dissidents les plus connus au niveau international : il a été notamment l'initiateur du « Projet Varela », une pétition réclamant l'organisation d'un référendum pour une réforme constitutionnelle et l'amnistie des prisonniers politiques qui a recueilli plus de 11 000 signatures de Cubains en 2002. Les membres de son mouvement ont été parmi les plus touchés par la répression en mars-avril 2003.

Même s'ils conservent une virulence courageuse dans leurs critiques du régime castriste, les défenseurs cubains des droits de l'Homme et les opposants démocrates sont aujourd'hui manifestement fatigués. Ils sont épuisés par des années de résistance dans un contexte de pressions et de répression incessantes sans que les changements et l'ouverture qu'ils appellent de leurs vœux ne se fassent réellement sentir.

La dissidence est aussi isolée, au plan interne comme international. La désillusion du peuple cubain face au régime est évidente et les difficultés de survie économique qu'affronte la majorité de la population ne sont pas faites pour conforter sa confiance dans un gouvernement qui, malgré l'effacement de Fidel Castro du pouvoir, a déçu les espoirs d'amélioration du quotidien. Raúl Castro, lors de son discours à l'occasion de la fête nationale en 2007, avait promis des « réformes ». Il s'est contenté, le 26 juillet dernier, de ne promettre aux Cubains que de nouveaux « sacrifices ». Mais le mécontentement général et la frustration des Cubains ne se traduisent que rarement par une contestation ouvertement exprimée. Les risques encourus, la vigilance et l'efficacité redoutable des services de sécurité, découragent la mobilisation collective. Les mouvements d'opposition sont également victimes des campagnes de dénigrement des autorités qui dépeignent leurs représentants comme des « traîtres » ou des nantis profitant de façon éhontée des subventions de l'étranger. A Cuba, les revendications pour plus de liberté, de justice et de démocratie, demeurent largement le fait d'individualités ou de petits groupes : l'émergence d'une véritable « société civile » tarde.

Au niveau international, manifester des formes concrètes de solidarité avec les défenseurs et les démocrates cubains est complexe. L'interdiction de soutenir financièrement les associations locales non reconnues par les autorités et les difficultés matérielles pour communiquer avec les militants cubains rendent la tâche difficile. Mais il n'y a là rien de réellement insurmontable. Et la polarisation des prises de position face au régime cubain - avec les polémiques souvent stériles qui en découlent - ne devrait pas faire obstacle à la nécessaire solidarité avec les défenseurs cubains des droits de l'Homme.

Il y a quelques semaines, Elizardo Sanchez, le président de la Commission Cubaine des Droits de l'Homme et de la Réconciliation Nationale (CCDHRN) avait été invité à venir participer en France aux cérémonies de célébration du 60^{ème} anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, le 10 décembre dernier. Les autorités cubaines ne l'ont pas autorisé à sortir du pays. Cuba n'est ni l'Irak ni le Zimbabwe, personne ne prétendra le contraire. Mais l'île elle-même peut devenir une vaste prison.

Véronique Rouault

La rapport complet de la mission est disponible sur demande : contact: agir-ensemble@aedh.org

³ Ex-prisonnier politique, il est le fils de Blas Roca, un des fondateurs du Parti Communiste cubain.

⁴ Professeur de mathématiques, fondateur en 1990 du « Conseil pour les Droits Civils » a été condamné pour « révélation de secrets relatifs à la sécurité de l'Etat » à 15 ans de détention en février 1994 et est sorti de prison en août 2007.

⁵ Présidente de « l'Assemblée pour la promotion de la société civile à Cuba », ex-détenue politique, elle est considérée généralement comme une représentante de l'opposition « libérale-conservatrice ».

⁶ Économiste, ancien ambassadeur du régime castriste et ex-détenu d'opinion.

⁷ Lauréat du Prix Sakharov, il a fondé le « Mouvement Chrétien de Libération ».

Libre parole

Valéry Rasplus essayiste et sociologue nous a proposé un texte d'analyse sur l'Altermondialisme, en accord avec l'auteur nous initiions dans ce numéro un débat sur un thème qui nous est particulièrement cher. Si Valéry Rasplus se place en observateur, nous nous plaçons en tant qu'acteurs, partie prenante de ce vaste mouvement, voilà une belle occasion de réaffirmer ce qu'est l'altermondialisme. Ce texte sera suivi de mes commentaires, auxquelles dans le numéro de février Valéry Rasplus pourra répondre à nouveau et poursuivre ainsi le débat.

CL

L'altermondialiste des villes, l'altermondialiste des champs

Valéry RASPLUS

Essayiste, Sociologue

Membre du comité de rédaction de la revue « Des Lois et des Hommes »

Publié dans **Rue89**, 19 août 2008.

Le mouvement altermondialiste est en phase de subir une mutation, encore trop peu perceptible, ayant une probabilité d'engendrer en son sein une forte démarcation entre deux espaces de vie et de revendications qui se voudront inconciliables. Une division politico-sociale qui se dessine au sein de la multitude anti-libérale partage « altermondialistes des villes » et « altermondialistes des champs ». **Les troupes hétérogènes** du « mouvement citoyen mondial » (sorte de nouvelle Internationale), qui semble rechercher un second souffle militant après l'emballlement populaire et médiatique des années 90, s'accordent dans leur ensemble sur quelques points généraux comme – rapidement - condamner l'économie libérale, les atteintes écologiques, les multiples inégalités et la pauvreté que subit une large part de la population mondiale, continuant en cela les luttes sociales classiques des époques précédentes.

La machine à rêver d'un autre lien social utopique (« un autre monde »), créatrice d'un nouvel espoir (via le « néomilitant » et son « néocorpus »), d'échanges équitables et solidaires (adaptés toutefois au capitalisme) et de placements éthiques (dits « charitables » dans un autre temps), semble s'intégrer davantage dans les structures politiques traditionnelles que dans un large mouvement alternatif réel, qui serait capable de renverser le rapport de force économique et social actuel (où la fortune des deux cents individus les plus riches de la planète égale le revenu de plus de deux milliards des plus pauvres).

Un monde sépare les stratégies et les projets de société future des altermondialistes « light » et des révolutionnaires. Les adeptes d'un Etat régulateur-correcteur-redistributeur n'ont que peu à voir avec ceux qui prônent une société autogérée de type conseil ouvrier ou anarchiste. Au-delà de la croyance naïve et du mythe unitaire d'une démarche collective, de coopération et d'entraide, c'est au contraire dans la complexité des luttes entre et dans les organisations divisées (réseaux) que s'inscrivent ces phénomènes sociaux.

C'est dans **une démarche d'espérance** à caractère religieux (« grand soir ») que se construit le nouvel adepte de la société alternative équitable (avec son credo, son catéchisme, son autel, ses dogmes, ses prêtres, ses fidèles, ses communiants, ses pécheurs, ses infidèles, ses hérétiques, ses excommuniés, ses sacrifices...). Le malaise concret a pris la place des révoltes floues, les impuissances globales, celle des victoires partielles. Les programmes clés en main et les nouvelles avant-gardes trouveront toujours un « désir d'humanité » chez leurs clients.

Le mouvement altermondialiste a changé et il est en passe de se positionner sur la base d'intérêts divergents au sein même de sa galaxie, au-delà des considérations idéologiques évoquées ci-dessus.

La sociologie urbaine et la démographie nous apprennent qu'aujourd'hui plus de la moitié de l'humanité est citadine et qu'aux alentours de 2020 plus de deux milliards de personnes vivront dans des taudis ou des bidonvilles (selon le Programme des Nations unies pour le développement). Les militants altermondialistes n'ayant pas de lieux spécifiques d'habitat -contrairement à certaines couches de la population qui s'agencent, par volonté ou défaut, dans de multiples zones spécifiques (intégrées ou exclues)- ils se répartissent (et se répartiront comme d'autres strates sociales mouvantes) inégalement, tant dans les centres ville et leurs banlieues que hors zone, à la périphérie de cet espace complexe.

Entre les cités de verre futuristes riches et les cités de carton des non-zones pauvres, les logiques de vie et de survie, d'emploi et de sous-emploi, d'économies légales et parallèles, de zones propres ou polluées, risquent de rendre inconcevable un intérêt général, une communauté de sentiment et de raison. Au sein de ces tissus sociaux si différenciés, les combats des « altermondialistes des villes » risquent de ne pas s'accorder avec les choix et les projets des « altermondialistes des champs ». L'altermondialisme « soft » (bobo) actuel n'a que peu de rapport avec celui, « hard », du Black Block. Un communautarisme d'altermondialistes antagonistes de classe ou identitaire risque d'avoir raison dans les années à venir de l'internationalisme égalitaire affiché aujourd'hui. Mais n'est-ce pas déjà le cas ?

V.R

Réponse :

Y a-t-il dichotomie entre « altermondialistes des villes et des champs ? », avant de répondre à cette question, j'aimerais interroger le fait de proposer une telle distinction. A-t-on idée de distinguer les socialistes ou communistes des villes de ceux des campagnes ? Proposer une telle distinction n'est-il pas considérer l'altermondialiste non pas comme une personne animée par une conviction idéologique mais bien plus comme un citoyen appartenant à une catégorie sociale ayant à défendre des intérêts qui seraient ceux de sa classe sociale. Ainsi vu l'altermondialiste ne serait pas un être fait de conviction mais appartenant à une classe d'intérêt divergent selon le lieu de sa résidence et selon son mode d'existence citadine ou campagnarde, il appartiendrait à une certaine catégorie sociale avant tout autre considération.

*L'analyse réalisée par Valéry Rasplus a quelque chose de presque **vexant pour le militant**, dans le sens où elle le place dans un repli identitaire en lien avec son lieu et son cadre de vie bien plus que sur les motivations idéologiques et les convictions. **Elle réduit « l'altermondialiste » à un objet d'étude**, dont la dynamique ne serait animée que par des intérêts individuels répondant à une logique individualiste.*

*Le phénomène altermondialiste a pour l'objet l'inverse de ce que tend à démontrer cette analyse, **le citadin cherche une réconciliation avec la nature** (engouement pour le bio) et **un rapprochement avec le monde paysan** (extraordinaire essor des Amaps) . L'altermondialisme se caractérise par le contraire d'une défense d'intérêt de classe, il entend faire exploser le carcan des classes sociales et l'enfermement dans les corporatismes, qu'il y parvienne ou non est une autre histoire mais on ne peut mettre en doute cette aspiration. L'altermondialiste est internationaliste, **il s'oppose à l'étroitesse de vue du seul destin individuel ou même national**. Si les médias cherchent des icônes pour leur besoin de sensationnel, les altermondialistes sont pour une bonne part assez réfractaires au culte de la personnalité, l'altermondialisme n'est pas une secte mais une mouvance militante dont « l'autre monde possible » est encore à découvrir; son sens n'est pas pré-donné, il n'y a pas de cathéchisme mais des valeurs à défendre.*

Le bobo des villes n'est pas altermondialiste, c'est un petit bourgeois séduit par snobisme et son goût pour le confort.

Si la dichotomie décrite par Valéry Rasplus devait se révéler vraie, elle signifierait l'opposé d'une démarche altermondialiste et donc sa négation. Si antagonisme il devait y avoir, il ne se situerait pas au niveau d'une appartenance géographique quelconque, il se situerait sur le plan idéologique.

*Ce qui me fait dire que la question de l'altermondialiste des villes et des champs est **sans objet**. L'altermondialisme vécu de l'intérieur permet de connaître ou se situent ses débats et ses oppositions, parce qu'il y en a, bien évidemment. Un article (paru dans Politis) de Jean Marie Harribey (membre d'Attac) dans lequel celui-ci s'en prenait aux objecteurs de croissance lui a valu une prompte réponse de Paul Ariès (conférencier et auteur d'ouvrages sur la décroissance). **Pour ou contre la décroissance et pour ou contre le combat au sein des institutions**, voilà deux débats qui traversent les altermondialistes et qui attestent d'une ligne de partage mais qui **échappent à l'analyse sociologique** dans la mesure où ces débats peuvent difficilement s'observer à partir des modes de vie ou des intérêts de classe.*
Claude Le Guerrannic

Vous souhaitez réagir à ces articles, n'hésitez pas, nous publierons vos contributions dans la mesure de l'espace disponible –

journal-altermondialiste.81@orange.fr

Séminaire

« Critique de l'économie politique »

« Alternatives pour se débarrasser du capitalisme »

21 et 22 février 2009 à St-Jean du Gard (30)

Ce séminaire est ouvert à toutes les sensibilités anti-capitalistes et écologistes

Contact: Inscription.seminaire@gmail.com

Contributions et débats : <http://wiki.les-oc.info>

L'impuissance, produit de l'insignifiance ?

L'état de crise s'installe et l'individu est démuné. L'homme de la rue sent bien – mieux que les élites politiques et économiques – qu'un monde fout le camp et ne voit pas se dessiner les contours d'un nouveau. On appréhenderait plutôt le pire, le chaos, la lutte pour l'accès aux ressources, l'emballement frénétique de la pulsion d'accaparement, les abus de pouvoir et de position dominante, la dégringolade de ceux qui ne veulent ou ne peuvent se maintenir dans l'arène. L'individu n'a plus prise sur son destin et les collectifs qui croient un autre monde possible se battent le dos au mur pour préserver quelques acquis de l'Etat de droit et de l'Etat social. Le nombre de militants actifs est très réduit et les mobilisations restent sectorielles. Les rivalités narcissiques, les frottements d'ego blessés, la soif de reconnaissance ont raison de la plupart des expériences collectives. Le plus grand nombre se contente de la liturgie altermondialiste et semble prendre sa fréquentation de ses fêtes communautaires pour de l'action politique. Et en effet, que faire ? Les voies du politique sont verrouillées, les chemins du changement sont en friche. Les vieilles réponses nous encombrant. Nous vivons dans l'ombre portée des grandes convulsions qui ont déchiré les deux siècles d'accouchement de la modernité occidentale, les figures de l'engagement politiques qu'elles ont porté hantent nos rêves et nos cauchemars. Le révolutionnaire en son parti, le résistant ou le maquisard, le terroriste plombent notre imaginaire. Il faudrait inventer de nouvelles réponses, de nouveaux modes d'être en politique, de nouveaux types de collectifs. Une autre figure paraît plus proche de nous et sert de référence à beaucoup : celle de la mobilisation civile, non violente au sein de grands mouvements à la structure souple et décentralisée, mais dont la cohésion est assurée par une idée force, un objectif incarné par un leader. Mais c'est justement l'idée

-force rassembleuse qui manque à notre époque. La troisième figure, diamétralement opposée à la précédente, est aujourd'hui d'actualité, celle du terroriste, inquiétant héros de la lutte solitaire et désespérée. Dans la période moderne, elle émerge avec les anarchistes russes de la fin du XIXe siècle et trouve sa forme achevée, après avoir fait un passage remarqué par l'Allemagne et l'Italie des années 1970, avec les attentats suicides affectionnés par les islamistes fanatiques, dévoilant ainsi sa vérité profonde : un nihilisme sans fard répondant au nihilisme masqué des régimes et des systèmes qu'ils attaquent. Cette forme d'action, portée par des petits groupes minoritaires et isolés, est une tentation forte dans les configurations historiques où dominant la confusion et l'impuissance, dans des époques faites, comme le disait le sociologue américain Charles Wright Mills dans les années 60, d'inquiétude et d'indifférence, et pourrait-on ajouter : tissées de ressentiments. Le

« Le révolutionnaire dans son XXIème siècle : une figure dépassée? »

Le révolutionnaire milite au sein d'une organisation structurée, dont les partis communistes sont une version achevée. Il a conquis le Palais d'Hiver mais s'est laissé confisquer sa révolution par les chefs du parti, qui ont occupé la scène de l'histoire des décennies suivantes en se dévorant entre eux. Staline, qui a triomphé d'eux tous est à peu près le seul à être mort dans son lit. Mais dans les temps troublés des années trente, on verra surgir des brigadistes internationaux en Espagne en 1936, résistants au fascisme, puis les résistants civils ou militaires à la domination nazie –ils auront leur pendant dans les guerres d'indépendance du Tiers Monde dans le guérillero. Une telle figure va de pair avec une scène historique, polarisée, aimantée par un petit nombre d'idéologies fortes et antagonistes, où s'affrontent des forces organisées, jouant alternativement, ou simultanément, de l'action politique et de l'action militaire. La logique binaire de l'affrontement favorise l'enrôlement des individus et les dispose selon une configuration d'où la violence découle pour ainsi dire naturellement. La violence est érigée en « accoucheuse de l'histoire ».

Le terrorisme exerce sa fascination en cultivant une ressemblance factice avec des résistances armées prestigieuses, en Europe contre le nazisme, en Asie ou en Amérique Latine contre les dictatures ou les empires. Mais la violence, dans son cas, n'est rien d'autre qu'un langage ramené à sa plus simple expression, celle du meurtre de l'autre, de la parole et de la cité, « dolmeister » des temps nouveaux
(1)

Le terroriste et le téléspectateur, hypnose ...

Ces trois visages de l'action sont contemporains, nés avec l'époque moderne, mais la troisième, baptisant dans le sang le nouveau millénaire, obnubile et hypnotise. L'individu de la « foule solitaire » du XXIe siècle est celui qui regarde en boucle sur son écran de télé les boeings éventrant les Twin Towers. Le téléspectateur sidéré et le terroriste suicidaire forment un couple emblématique de notre époque confuse et incohérente ; une époque où la première forme de mobilisation est obsolète et où la seconde ne parvient pas à prendre. Pourquoi ? Pourquoi toutes les mobilisations tant soit peu massives restent sectorielles et sans débouchés ? Pourquoi se révolte-t-on si peu, dans les pays démocratiques et développés, face à des situations révoltantes, à des injustices flagrantes ? En 1974, après le premier choc pétrolier, et alors que le chômage commençait à monter, on disait que s'il franchissait la barre des 500 000 chômeurs, ce serait l'explosion sociale. Puis la « barre » a été portée à un million, et maintenant elle est tellement élastique que c'est devenue une corde à sauter avec laquelle les dirigeants font allègrement valser les statistiques. Mais de mouvement social, point ! Qu'est-ce donc qui entrave à ce point notre pouvoir d'agir ? ou plutôt notre vouloir ? La passivité face à l'oppression est, certes, un phénomène qui a intrigué nombre de penseurs, particulièrement depuis que La Boétie lui a donné sa formulation célèbre en « servitude volontaire », mais nous avons tous le sentiment qu'elle prend dans notre temps, une ampleur et des formes inédites. La passivité n'est cependant ni un destin, ni une forme unique et intemporelle, elle est à chaque fois le produit d'une époque et même si elle s'enracine dans quelques dispositions permanentes de la nature humaine, elle est toujours une construction historique
Aux racines de l'impuissance, l'insignifiance

Dans notre contexte, elle a partie liée, nous le sentons tous plus ou moins, avec ce que Castoriadis avait diagnostiqué peu de temps avant sa mort comme la montée de l'*insignifiance* (2), c'est-à-dire le processus envahissant et irrésistible d'érosion des significations, de désymbolisation généralisée. Mais comment s'articulent impuissance et insignifiance ? Mon hypothèse est que c'est la réduction à l'insignifiance qui produit l'impuissance et non pas l'inverse. L'hypothèse n'est pas originale, mais il n'est pas inutile de la

creuser, pour mettre au jour en quelque sorte le « mode de production » de l'impuissance.

Derrière ces deux modalités de l'existence moderne que sont l'insignifiance et l'impuissance, il y a une forme anthropologique, si connue et si commune qu'elle est totalement banalisée, à tel point qu'on en oublie qu'elle est terriblement jeune au regard du temps long de l'histoire, qu'elle est un processus qui déploie sans cesse de nouveaux effets, dans les champs les plus divers, et qu'elle est encore en devenir : la figure du consommateur. Elle se tient au centre du tableau de l'époque moderne et comme dans les bonnes peintures de la Renaissance, on peut y distinguer plusieurs plans successifs. Ce qui se voit au premier plan, c'est l'expansion irrésistible de la marchandise, fruit du capitalisme productiviste et d'une aliénation à deux faces. Côté face, elle transforme chacun de nous en toxicomane addictif au marché. Si l'argent est le signe dominant de l'époque, ce n'est pas à cause de je ne sais quelle perversion morale des individus, mais parce que sans argent, on ne peut littéralement pas survivre dans le monde moderne. Côté pile, l'aliénation se répand par le salariat généralisé, dont le principal effet, dans le mode de production bureaucratifié moderne, est d'anonymiser la production et d'organiser l'interchangeabilité des individus. Dans les grandes organisations techno-bureaucratiques publiques ou privées, personne ne peut savoir quelle est sa part propre dans la production de la plus value et chacun est rongé par le sentiment de son inutilité (3). On évoque souvent la superfluité des hommes désoeuvrés par le chômage de masse, on voit moins que l'individu au travail est déjà « socialement construit » comme superflu, même si ce n'est pas vrai en termes économiques. La mise au chômage n'est que l'actualisation de cette superfluité latente et obsédante. Bien qu'il reste des pans de l'économie où il n'en est pas ainsi, et où l'individu garde sa valeur propre, on voit que cette tendance s'accélère et qu'elle a même gangrené des secteurs de la production qui aurait dû par nature être indemnes de cette folie : par exemple l'agriculture, qui dans sa version productiviste a transformé les paysans en salariés de fait sinon de droit des grands groupes agro-alimentaires et en assistés des fonds européens.

La marchandisation ne se limite pas aux biens matériels, nécessaires à la reproduction biologique de notre existence, elle a dévoré le champ de la culture, la vie de l'esprit, et jusqu'au temps lui-même. Et c'est bien ça le pire : industries culturelles, loisirs organisés, voyages qui met à « portée de mains » des destinations dont les noms finissent de s'éteindre sur le papier glacé des catalogues, vente à l'encan des spiritualités

Apôtres de la non violence, désobéissances civiles et libérations de masse : hors de portée ?

La référence historique est la lutte pour l'indépendance de l'Inde sous l'autorité de Gandhi. Puis, il y a eu le mouvement américain pour les droits civiques, l'abolition de l'apartheid en Afrique du Sud, le mouvement Solidarnosc en Pologne... Ce dernier, souvent oublié, présente l'intérêt que la figure leader du mouvement n'était pas un individu, en dépit de la médiatisation de la personne de Lech Walesa, mais un mouvement syndical, Solidarnosc. Mai 68 appartient incontestablement à ce registre de mobilisation, avec des spécificités : absence de leader, très grande hétérogénéité, absence d'objectifs définis. Très récemment, le mouvement des moines bouddhistes birmans en a donné une remarquable illustration, bien que pour l'instant sans résultat. Ce type de mobilisation de masse prend corps face à un pouvoir oppressif fort, identifiable de façon évidente, incarné dans des acteurs humains – c'est-à-dire représentable pour le plus grand nombre. La non violence est autant un principe éthique qu'une stratégie : elle est l'arme des sans armes face à une puissance armée. La violence n'est plus l'accoucheuse, mais la fossoyeuse de l'avenir et de la liberté. C'était très clair pour Gandhi et pour Solidarnosc. La prise de pouvoir n'est qu'un objectif secondaire (un moyen) face au triomphe d'une grande revendication, à forte connotation morale : la liberté, la justice, la dignité (Solidarnosc disait qu'il ne luttait pas pour le pouvoir, mais pour la dignité). Ce type de mobilisation se présente d'abord comme une pratique, mais n'est pas dépourvu de fondements théoriques, la désobéissance civile formulée par Henry David Thoreau et reprise par Gandhi, ni de filiation : les coordinations en réseaux de nombre de luttes actuelles, en France et dans le monde, en sont des descendantes.

Daniel Cohn-Bendit, pour le mouvement étudiant, n'est pas un leader, mais une personnalité emblématique et pour le mouvement ouvrier, l'absence de leader individuel ou organisé est un des phénomènes remarquables de 68 : La CGT a sans cesse couru derrière la grève générale qu'elle a fini par torpiller faute de pouvoir la contrôler.

assaisonnées façon fast-food, chemins initiatiques que le disciple, habillé en stagiaire, coule docilement entre les semaines 30 et 32 d'un agenda surchargé ... et s'il y a du temps et de l'homme de reste, les maîtres illusionnistes du petit écran le vendront aux annonceurs affamés, sous l'emballage : « temps de cerveau disponible ».

L'insignifiance, dans ce premier plan, naît de la prolifération des signes, le trop-plein engendre le rien, l'espace sursaturé de signes étouffe le sens, anesthésie les sens. Son élément moteur est la vitesse, le turnover hallucinant et halluciné des objets, voués à disparaître à peine produits, à tel point que leur « devenir-déchets » occupe un temps et un espace sans aucune mesure avec ceux de leurs usages. Mais peut-on parler d'usage pour ces objets, non désirés, produits à l'aveugle, morts précocement et oubliés instantanément ?

Mais au second plan, il y a une aliénation plus dangereuse, parce que sournoise, et qui consiste en la prise en charge des aspects élémentaires de notre vie quotidienne par la machinerie socio-technique. Nous sommes tous les jours alimentés, abreuvés, transportés, chauffés, éclairés par de grands réseaux interconnectés qui en quelque sorte se chargent de l'intendance, pour, prétendent-ils, libérer notre temps si précieux pour des tâches plus élevées : travailler, cultiver nos liens sociaux, éduquer nos enfants, séduire, nous divertir etc... Il y a ce qui se passe sous les feux de la rampe et ce qui se passe dans les locaux techniques, les sous-sols et les cuisines et sans lequel la scène resterait désespérément vide. Les acteurs savent leur texte et rien que leur texte, leur savoir s'arrête à la régie, là où on fabrique les décors et tire les ficelles. En réalité, ces grands réseaux, fruits du croisement de la science de l'organisation et de la techno-science, sont, comme l'avait finement noté l'anthropologue Mary Douglas, maîtres de la vie et de la mort sous couvert de ne s'occuper que des choses triviales, basement matérielles (4). Car cette machinerie nous exproprie doublement, de notre présent et de notre avenir. De notre présent, en nous déracinant de notre vie la plus ordinaire, de la biologie du quotidien, et de notre avenir, car ces grands réseaux sont très complexes, très vulnérables, potentiellement hautement dangereux, et on ne les arrête pas d'une simple décision. Leur bon fonctionnement est étroitement lié à un haut niveau de développement organisationnel, capable de garantir la sûreté, ce qui suppose une rigoureuse discipline sociale, une surveillance permanente et la continuité de l'activité scientifique, soit une techno-structure imbriquée avec le pouvoir politique. On ne peut les démanteler autrement que dans un processus très long et très contrôlé de reconversion, ce qui élimine le changement de type révolutionnaire du champ des possibles. On ne prend pas une centrale nucléaire comme on prend la Bastille. Mais le nucléaire est un peu l'arbre qui cache la forêt, car l'adduction d'eau potable, la production et la distribution agro-alimentaire, le système des transports ultra-rapides (l'aviation civile, les TGV), le système de santé (voir le sang contaminé, la vache folle, le SRAS etc.), les réseaux télématiques, sont des systèmes très vulnérables, pour ne parler que de ce qui permet les gestes les plus ordinaires et les plus indispensables de notre vie quotidienne. Le prix à payer pour être déchargé de l'intendance est considérable, mais il est la plupart du temps indolore. On a une petite idée de la note quand une chute de neige prive d'électricité et de chauffage des régions entières ou paralyse les routes, et on paye une traite quand une catastrophe dans les transports, dans une usine chimique ou dans le secteur sanitaire fait quelques centaines de victimes et répand la panique dans la population. S'il est un « bio-pouvoir », comme le dit Giorgio Agamben, c'est là qu'il a ses forteresses.

Nous venons de voir trois registres de l'insignifiance moderne : l'insignifiance par la prolifération des signes, l'insignifiance par l'éphémère et la futilité de nos produits, l'insignifiance par le déracinement de l'ordinaire de la vie. Ce qui est proprement tragique, c'est qu'ils renvoient en écho l'angoisse propre à l'existence humaine, déchirée par le doute et la tentation de l'absurde, par le sentiment d'être mal-né, par hasard ou par erreur, et de devoir disparaître sans laisser de traces. Prise dans le jeu de miroir de ses mondes intérieurs et extérieurs, la vie de l'homme moderne ordinaire rend un son tragique et dérisoire à la fois. Envahi par les objets, libéré de la corvée quotidienne « des travaux et des jours », réduit à son « pouvoir d'achat », l'individu du marché globalisé est à la fois agité et impotent, surencombré et radicalement démuné, ramené, au bout du compte, à ses dettes. Il se pourrait bien qu'après avoir congédié les grands systèmes de sens qui aliénait la liberté et bridait la créativité, la civilisation européenne n'ait réussi qu'à donner forme dans le réel aux angoisses et aux cauchemars les plus profonds de l'homme (5).

Consommer le politique

Dans de telles conditions, il n'est pas très difficile de vider l'espace politique de sa substance, en donnant l'ultime touche au troisième plan du tableau, là où le citoyen se transforme en consommateur d'un show

politique permanent. Nul besoin de complot des élites, juste quelques trucs d'illusionnistes ici et là, du genre du « storytelling », vieille astuce des politiciens perfectionnée par l'acteur hollywoodien Ronald Reagan et repris depuis par tous les dirigeants de la « people-démocratie » (6). Les VIP de la commission Trilatérale n'ont sans doute pas eu de mal à retrouver le sommeil. On se souvient peut-être en effet que tandis que les experts du MIT, dans les années soixante-dix, lançaient leur « halte à la croissance », la Trilatérale, plus discrètement il est vrai, s'inquiétait de l'emballement de la démocratie, laquelle après avoir intégré les femmes et les peuples colonisés, semblaient vouloir aussi incorporer les minorités ethniques, les homosexuels, les ados etc... « Halte, disaient-ils, démocratie croissance zéro, la planète devient ingouvernable ! ». Aujourd'hui le maître mot des politiciens et de leurs consultants est « gouvernance », mais le meilleur ressort de la gouvernabilité des peuples est dans la réduction du geste citoyen au comportement consumériste (7). Toute révolte, toute contestation, toute indignation a son marché : du petit écran au grandes fêtes altermondialistes, en passant par les marchés politiquement correctes de l'équitable ou du bio, chacun finit par rejoindre un dysneyland conforme à ses convictions et à ses amitiés. L'art et les artistes eux-mêmes n'y échappent pas : leurs avant-gardes contemporaines ne sont jamais très loin du marketing publicitaire ni des paillettes du star system.

Aux racines de nos maux

Alors que faire, comme disait Lénine ? Le tableau que tu dépeins est bien sombre, me direz-vous, et il ne laisse pas d'échappatoire. Oui, notre impuissance est profonde, parce qu'elle n'est pas juste l'effet d'institutions perverses qu'il suffirait de redresser, parce qu'elle se nourrit de tous les éléments structurants de la vie moderne et qu'elle puise loin dans notre psyché individuelle et collective. Elle a pour autres noms insignifiance et déracinement. Mais elle n'est pas fatale, cependant, car si la propension à aliéner sa liberté est consubstantielle à l'homme, son intolérance à la servitude installée lui est tout aussi consubstantielle. La configuration socio-historique est telle qu'il est peu probable qu'un changement réel soit à attendre des grands mouvements révolutionnaires du passé ou des partis politiques du présent, car aucune de ces formes ne peut toucher à la racine de l'aliénation. Celle-ci ne peut être atteinte que par une reprise, une reconquête par les individus et les collectifs de leurs usages, pour parler comme les distributistes. Reprendre la maîtrise de nos usages, ouvrir quelques belles échappées hors du marché ou se ménager des échappées belles hors des machines qui pensent et sentent à notre place - c'est affaire d'orientation et non de statistique, car il ne s'agit pas de sortir de la dépendance du marché pour tomber dans les esclavages de l'autarcie. Il s'agit d'abord et surtout de reconquérir sa liberté intérieure : de là nous viendra l'audace d'agir, de là renaîtra notre désir et se surmonteront nos paralysantes terreurs. Il n'y a pour l'instant pas d'autres radicalités que celles des ré-enracinements dans le propre de notre existence. L'avenir viendra à notre rencontre, depuis un lieu qui s'appelle notre *imaginaire*. Le reste, c'est-à-dire les modalités politiques de la reconquête du pouvoir politique, viendra ensuite, en second mais pas secondairement ni mécaniquement, au contraire : comme ce qui est le plus nécessaire et sera le mieux pensé.

Geneviève Decrop

1 « Dolmeister », *interprète* en allemand, était le nom donné par les détenus des camps de concentration à la matraque des Kapos

2 Cornelius Castoriadis, *La montée de l'insignifiance, les carrefours du labyrinthe*, IV, Seuil, 1995

3 Le fait que dans le processus de production moderne, les tâches sont de plus en plus individualisées et qu'on exige du salarié, non plus seulement des qualifications et des savoir-faire, mais surtout des « compétences », c'est à dire la mise au travail de ses ressources et de son expérience personnelle ne contredit pas le phénomène décrit ici, au contraire il intensifie la compétition et l'exploitation, en détachant ces compétences de la personne elle-même.

4 voir Mary Douglas, *comment les institutions pensent*, La Découverte/MAUSS, 1999 (à lire résolument, sinon absolument)

5 Comme elle l'a laissé voir sans masque, dans les camps de concentration et les fabriques de cadavres des régimes nazis et staliniens. Tous les systèmes de sens, légués par les différentes traditions culturelles, produisent le sens et la permanence susceptible de barrer la route à l'auto-destruction humaine, au moyen d'un grand partage entre le sacré et le profane (et une série de partages ou de classifications secondes), mais malheureusement – et le tragique est là – la conquête par l'homme de son autonomie (l'auto-institution historique) sape les fondements de ce partage.

6 Christian Salmon, *Storytelling - La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, La Découverte, 2007

7 Rappelez-vous les discours de Georges Bush, de Lionel Jospin et des autres dirigeants des pays démocratiques, au lendemain des attentats du 11 septembre : le consumérisme était l'acte de résistance du citoyen au terrorisme comme la guerre celui des militaires

ANNONCE DERNIERE MINUTE



Timothée Duclaux
Le bourg
81250 Saint André
tel 05 63 55 45 97
mail : timotheeduclaux@yahoo.fr

URGENT !!

le 6 janvier 2009

Objet : SOUSCRIPTION SOLIDAIRE en avance de trésorerie, contre remboursement en miel.

Je suis apiculteur pluriactif dans les Monts d'Alban ,à 1/2 heure d'Albi, depuis 2005. En 4 ans, j'ai subi, comme mes autres collègues, de nombreuses pertes de colonies dues à une succession de mauvaises saisons et divers problèmes. Mon élevage de reines n'a pas permis de reconstituer le nombre initial d'essaims. Aujourd'hui, en ce début d'année 2009, je possède une soixantaine de ruches au lieu de 120 initialement, ce qui représente une perte de 50%.

Cette année, je souhaiterais reconstituer mon cheptel de départ en investissant dans des essaims, sans passer par un emprunt classique.

Je propose donc à tous ceux qui le souhaitent, d'acheter à l'avance la récolte de miel 2009, pour financer ces nouveaux essaims.. Je vends des « parts » à 45€ valant pour 4 kg de miels, soit 11.25 €/kg(miel de châtaigner, miel de causses, toutes fleurs des monts d'Alban, et/ou montagne de Lacaune). Le conditionnement se fera en pots de 500g et/ou kg . Sur le bon de souscription vous pourrez choisir selon vos préférences.

J'ai besoin de 30 essaims, pour un coût total de 2700€.(Actuellement , un essaim se négocie 90€.). Cela représente 60 « parts » que je dois réunir avant la mi-février, afin de passer commande.

Une fois ces essaims acquis, je compte sur mon propre programme d'élevage pour arriver à 120 ruches, voire de monter à 150. (On considère à 200, le nombre de ruches minimal pour qu'une exploitation soit viable). Pour ceux que ça intéresse , je peux vous faire parvenir le calendrier d'élevage que je prévois, et les techniques utilisées.

Dans un premier temps, contactez moi **rapidement** pour que je vous fasse parvenir un bon de souscription en double et signé. A réception, vous gardez un exemplaire et vous me renvoyez l'autre accompagné de votre règlement. Etant donné que les récoltes commencent en juin, je propose une livraison à compter de la fin août, aux retours de vacances. Le ou les lieux de livraison pourront se faire éventuellement sur des distributions amap , pour les amapiens tarnais, ou à un autre endroit à définir ultérieurement. Pour les autres, les distributions se feront au gré de mes visites par mont et par vaux, avant l'automne prochain !

Je reste à votre disposition pour tout renseignements. N'hésitez pas à me contacter par téléphone ou mail. (05 63 55 45 97 ou timotheeduclaux@yahoo.fr). Merci également de diffuser le message autour de vous.

Timothée DUCLAUX

L'Altermondialiste 81 est édité par l'Association **Utopia Citée**

Siège social : La Sigaudié 81430 Villefranche d'Albigeois

Directeur de la publication : Claude Le Guerrannic

Ont participé à ce numéro : Geneviève Decrop, Claude Le Guerrannic et Véronique Rouault.

Contact : journal-altermondialiste.81@orange.fr Tél : 05 63 56 27 46

dépôt légal - Numéro ISSN 1966-902X